

## CONTRAT DE SYNDIC

(Contrat type prévu à l'article 18-1 A de la loi no 65-557 du 10 juillet 1965 modifiée fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis et à l'article 29 du décret no 67-223 du 17 mars 1967 pris pour son application, modifié par le décret no 2015-342 du 26 mars 2015)

- IMMEUBLE N° ..... – AG .. / . / ...

### ENTRE LES SOUSSIGNÉS

#### Le SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES

de l'immeuble sis : .....

Numéro d'immatriculation .....

Représenté pour le présent contrat par le PRÉSIDENT de l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE M..... - ou à défaut par le PRÉSIDENT du CONSEIL SYNDICAL M.....

Agissant en exécution de la décision des Copropriétaires du titulaire d'un contrat d'assurance responsabilité civile souscrit le ..... auprès de ..... de l'Assemblée Générale du .....

ci-après dénommé le Syndicat

#### D'UNE PART

ET

#### LE SYNDIC désigné par l'Assemblée Générale du .....

(Rayer les mentions inutiles)

##### (Personne physique)

M/Mme (nom de famille, prénom)..... adresse du principal établissement.....

Exerçant en qualité de syndic professionnel/bénévole/coopératif

Immatriculé(e) au registre du Commerce & des sociétés de ..... sous le numéro..... & dont le numéro unique d'identification est..... (le cas échéant).

##### (Personne morale)

La " S.A.S LE MANOIR " exerçant en qualité de syndic professionnel

Ayant son siège à l'adresse suivante : 8 avenue de Château du Loir - 92400 COURBEVOIE

Représentée par Monsieur Julien MORVAN en qualité de Directeur Général et par Monsieur Olivier MORVAN en qualité de Président.

Immatriculée au Registre du Commerce & des Sociétés de Nanterre sous le n° 602046880

*(Mentions propres au syndic soumis à la loi no 70-9 du 2 janvier 1970 modifiée réglementant les conditions d'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles et les fonds de commerce)*

Titulaire de la carte professionnelle n° CPI 9201 2018 000 026 573, délivrée le 09/06/2021 par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Île-de-France.

Titulaire conformément à l'article 3 de la loi du 2 janvier 1970 d'une garantie financière pour l'activité de syndic de copropriétés d'un montant de 6 310 000 €EUROS auprès de la COMPAGNIE EUROPEENNE DE GARANTIES ET CAUTIONS – (ex SOCAMAB ASSURANCES) – 16 Rue Hoche – Tour Kupka B – TSA 39999 – 92919 LA DÉFENSE CEDEX.

La Garantie en Responsabilité Civile Professionnelle est souscrite le 1<sup>er</sup> janvier 2016 auprès de la compagnie MMA IARD ASSURANCE MUTUELLES Police N° 127124870

D'AUTRE PART

## IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

### PRÉAMBULE

Le présent contrat de mandat est soumis aux dispositions de la loi du 10 juillet 1965 précitée et des textes pris pour son application, notamment le décret du 17 mars 1967. Les articles 1984 et suivants du code civil s'y appliquent de façon supplétive.

Le syndic professionnel est soumis aux dispositions de la loi du 2 janvier 1970, ci-dessus mentionnée, et au décret no 72-678 du 20 juillet 1972 pris pour son application ainsi qu'au code de déontologie promulgué en application de l'article 13-1 de cette même loi.

Le syndic professionnel ne peut ni demander ni recevoir, directement ou indirectement, d'autres rémunérations, à l'occasion de la mission dont il est chargé au titre du présent contrat, que celles dont les conditions de détermination y sont précisées, y compris en provenance de tiers (article 66 du décret du 20 juillet 1972 précité).

#### 1- MISSIONS

Le syndicat confie au syndic qui l'accepte mandat d'exercer la mission de syndic de l'immeuble ci-dessus désigné. L'objet de cette mission est notamment défini à l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965 précitée et par le présent contrat.

#### 2- DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu pour une durée de ..... (1)

Il prendra effet le .././.... pour se terminer le .././.... (2)

Il ne peut être conclu un nouveau contrat que par décision expresse de l'assemblée générale.

#### 3- RESILIATION DU CONTRAT A L'INITIATIVE DU CONSEIL SYNDICAL

Le contrat de Syndic peut être résilié, à l'initiative du conseil syndical, par décision de l'assemblée générale des copropriétaires statuant à la majorité des voix de tous les copropriétaires (art. 25 de la loi du 10 juillet 1965) (3).

Cette résiliation du contrat doit être fondée sur une inexécution suffisamment grave reprochée au Syndic.

Le Conseil syndical notifie au Syndic une demande motivée d'inscription de la question à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale, en précisant la ou les inexécutions qui lui sont reprochées. La résiliation prend effet à la date déterminée par l'assemblée générale et au plus tôt un jour franc après la tenue de celle-ci.

## 4- RESILIATION DU CONTRAT A L'INITIATIVE DU SYNDIC

La résiliation du contrat doit être fondée sur une inexécution suffisamment grave reprochée par le Syndic au syndicat des copropriétaires.

Le Syndic doit notifier son intention au président du conseil syndical, et à défaut à chaque copropriétaire, en précisant la ou les inexécutions reprochées par le syndic au syndicat des copropriétaires.

Il convoque dans un délai qui ne peut être inférieur à deux mois à compter de cette notification une assemblée générale, en inscrivant à l'ordre du jour la question de la désignation d'un nouveau Syndic.

La résiliation prend effet au plus tôt un jour franc après la tenue de l'assemblée générale.

## 5- NOUVELLE DESIGNATION DU SYNDIC

A la fin du présent contrat, l'assemblée générale des copropriétaires procède à la désignation du syndic de la copropriété. Un nouveau contrat, soumis à l'approbation de l'assemblée générale, est conclu avec le syndic désigné à nouveau.

Lorsqu'il est envisagé de désigner un nouveau Syndic, il peut être mis fin au présent contrat, de manière anticipée et sans indemnité, dès lors que la question du changement de Syndic et de la date de fin du présent contrat sont inscrites à l'ordre du jour d'une assemblée générale convoquée dans les trois mois précédant le terme du présent contrat.

Le Syndic qui ne souhaite pas être désigné à nouveau doit en informer le président du conseil syndical au moins trois mois avant la tenue de cette assemblée générale.

L'assemblée générale appelée à se prononcer sur cette désignation est précédée d'une mise en concurrence de plusieurs projets de contrat, qui s'effectue dans les conditions à l'article 21 de la loi du 10 juillet 1965.

## 6- FICHE SYNTHETIQUE DE COPROPRIETE ET TRANSMISSION DE PIECES AU CONSEIL SYNDICAL (4)

### 6.1 Fiche synthétique de la copropriété

En application de l'article 8-2 de la loi du 10 juillet 1965, le syndic établit une fiche synthétique de la copropriété regroupant les données financières et techniques essentielles relatives à la copropriété et à son bâti, dont le contenu est défini par décret.

Le syndic met à jour la fiche synthétique de la copropriété chaque année.

Le Syndic met cette fiche à disposition du copropriétaire qui en fait la demande dans le délai d'un mois. A défaut, il est tenu au paiement de la pénalité financière suivante (montant fixé par décret) : 15 € par jour de retard.

Cette pénalité est déduite de la rémunération forfaitaire annuelle du syndic lors de l'établissement des comptes à clôturer et à soumettre à l'assemblée générale.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux syndics administrant des immeubles à destination totale autre que d'habitation.

## 6.2 TRANSMISSION DE PIÈCES AU CONSEIL SYNDICAL

En application du septième alinéa de l'article 21 de la loi du 10 juillet 1965, le conseil syndical peut prendre connaissance et copie, à sa demande, après en avoir donné avis au syndic, de toutes pièces ou documents, correspondances ou registres se rapportant à la gestion du syndic et, d'une manière générale, à l'administration de la copropriété.

En l'absence de transmission desdites pièces, au-delà du délai d'un mois à compter de la demande du conseil syndical, le syndic est tenu au paiement de la pénalité suivante (montant fixé par décret) : 15 euros par jour de retard.

Cette pénalité est déduite de la rémunération forfaitaire annuelle du syndic lors de l'établissement des comptes définitifs à clôturer et à soumettre à l'assemblée générale.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux syndicats administrant des immeubles à destination totale autre que d'habitation.

## 7- PRESTATIONS & MODALITES DE REMUNERATION DU SYNDIC PROFESSIONNEL

Les jours et heures ouvrables de référence pour la détermination des modalités de rémunération sont fixés comme suit :

Lundi	9h à 12h30	13h30 à 18h00
Mardi	9h à 12h30	13h30 à 18h00
Mercredi	9h à 12h30	13h30 à 18h00
Jeudi	9h à 12h30	13h30 à 18h00
Vendredi	9h à 12h30	13h30 à 18h00

Sauf en cas d'urgence, les démarches individuelles de chaque copropriétaire ou occupant de l'immeuble auprès du syndic s'effectuent aux jours et heures suivantes (*accueil physique et/ou téléphonique effectif*) :

### Accueil physique & téléphonique :

Lundi	9h à 12h30	13h30 à 17h30
Mardi	9h à 12h30	13h30 à 17h30
Mercredi	9h à 12h30	13h30 à 17h30
Jeudi	9h à 12h30	13h30 à 17h30
Vendredi	9h à 12h30	13h30 à 17h00

### Accueil Service Comptabilité:

Lundi	9h à 12h30	13h30 à 17h30
Mardi	9h à 12h30	13h30 à 17h30
Mercredi	9h à 12h30	13h30 à 17h30
Jeudi	9h à 12h30	13h30 à 17h30
Vendredi	9h à 12h30	13h30 à 17h00

La rémunération du syndic professionnel est déterminée de manière forfaitaire. Toutefois, une rémunération spécifique peut être perçue en contrepartie des prestations particulières limitativement énumérées à l'annexe 2 du décret du 17 mars 1967 et dans les conditions stipulées au 7.2 du présent contrat (art. 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965).

## 7.1. LE FORFAIT

### 7.1.1. CONTENU DU FORFAIT

Le forfait convenu entre les parties comprend **toutes les prestations fournies** par le syndic au titre de sa mission, à l'exclusion des prestations limitativement énumérées à l'annexe 2 du décret du 17 mars 1967.

A ce titre, il effectue les visites et vérifications périodiques de la copropriété impliquées par la mission relative à l'administration, à la conservation, à la garde et à l'entretien de l'immeuble.

Il est convenu la réalisation, au minimum, d'**UNE** visite et d'**UNE** vérification périodique de la copropriété, d'une durée minimum d'1 heure, ~~avec rédaction d'un rapport/sans rédaction d'un rapport~~ et en présence du président du conseil syndical/~~hors la présence du président du conseil syndical~~ (*rayez les mentions inutiles*).

Une **liste non limitative** des prestations incluses dans le forfait est annexée au présent contrat. Les frais de reprographie et les frais administratifs afférents aux prestations du forfait sont inclus dans la rémunération forfaitaire.

Ne donnent lieu à aucune rémunération supplémentaire et sont comprises dans la rémunération forfaitaire :

- les formalités de déclaration de sinistre concernant les parties communes et les parties privatives quand le sinistre a sa source dans les parties communes ;
- la gestion des règlements aux bénéficiaires.

### 7.1.2. PRECISIONS CONCERNANT LA TENUE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

Les parties conviennent que l'assemblée générale annuelle sera tenue pour une durée de 2 heures à l'intérieur d'une plage horaire allant de 9h à 12h30 & de 14h à 20h, ~~par le syndic~~ ou un ou plusieurs préposés.

### 7.1.3. PRESTATIONS OPTIONNELLES QUI PEUVENT ETRE INCLUSES DANS LE FORFAIT SUR DECISION DES PARTIES

Le forfait convenu entre les parties en vertu du présent contrat pourra expressément inclure l'une ou plusieurs des prestations ci-dessous :

*(Si les parties conviennent de retenir une prestation, elles remplissent les mentions ci-dessous afin de préciser ses modalités d'exécution. Elles rayent les mentions inutiles.)*

- ~~la préparation, convocation et tenue de ..... assemblée(s) générale(s), autres que l'assemblée générale annuelle de ..... heures, à l'intérieur d'une plage horaire allant de ..... heures à ..... heures ;~~
- l'organisation de **1** réunion(s) avec le conseil syndical d'une durée de **2** heures en heure, à l'intérieur d'une plage horaire allant de 9h à 18 h.

## 7.1.4. PRESTATIONS QUI PEUVENT ETRE EXCLUES DES MISSIONS DU SYNDIC SUR DECISION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES COPROPRIETAIRES

En application de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965, l'assemblée générale des copropriétaires peut, par décision spéciale prise aux conditions précisées par cet article :

- dispenser le syndic d'offrir un accès en ligne sécurisé aux documents dématérialisés relatifs à la gestion de l'immeuble ou des lots gérés (5) ;
- confier les archives du syndicat des copropriétaires à une entreprise spécialisée aux frais du syndicat.

En cas de décision régulièrement adoptée par l'assemblée générale antérieurement à la conclusion du présent contrat, la prestation considérée n'est pas incluse dans le forfait.

## 7.1.5. MODALITES DE REMUNERATION

La rémunération forfaitaire annuelle perçue par le syndic au titre du présent contrat s'élève à la somme de ..... € hors taxes, soit ..... € toutes taxes comprises.

Cette rémunération est payable :

- d'avance/à terme échu (*raier la mention inutile*) ;
- suivant la périodicité suivante (*préciser le terme*) : .....TRIMESTRIELLE.....

Elle peut être révisée chaque année à la date de l'Assemblée générale.

Les dépassements des horaires et durées convenus pour la tenue des assemblées générales, réunions et visites/vérifications périodiques incluses dans le forfait sont facturés selon le coût horaire mentionné au 7.2.1.

L'envoi des documents afférents aux prestations du forfait donne lieu à remboursement au syndic des frais d'affranchissement ou d'acheminement engagés.

~~Dans l'hypothèse où l'assemblée générale des copropriétaires a, en cours d'exécution du présent contrat et dans les conditions précisées à l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965, décidé de confier les archives du syndicat à une entreprise spécialisée, le montant de sa rémunération forfaitaire annuelle hors taxes est imputé soit (*raier la mention inutile*) :~~

- ~~– de la somme de ..... € (*que les parties conviennent de fixer dès à présent*);~~
- ~~– de la somme toutes taxes comprises effectivement facturée au syndicat par le tiers auquel cette tâche aura été confiée (*sur justificatif*).~~

~~Dans l'hypothèse où l'Assemblée Générale des copropriétaires a, en cours d'exécution du présent contrat et dans les conditions précisées à l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965, décidé de dispenser le syndic de son obligation de mise à disposition d'un service d'accès en ligne aux documents dématérialisés, le montant de sa rémunération forfaitaire annuelle est imputé soit (*raier la mention inutile*) :~~

- ~~– de la somme de ..... € (*que les parties conviennent de fixer dès à présent*);~~
- ~~– de la somme toutes taxes comprises éventuellement facturée au syndicat par le tiers auquel cette tâche aura été confiée (*sur justificatif*).~~

~~Le montant de l'imputation prévue au titre des deux derniers alinéas est calculé *pro rata temporis* de la période restant à courir jusqu'à la date d'exigibilité de la rémunération.~~

## 7.2. LES PRESTATIONS PARTICULIERES POUVANT DONNER LIEU A REMUNERATION COMPLEMENTAIRE

### 7.2.1. MODALITES DE REMUNERATION DES PRESTATIONS PARTICULIERES

La rémunération due au syndic professionnel au titre des prestations particulières, à l'exception de celles citées au 7.2.5, est calculée pour chacune d'elles :

- soit en application du seul coût horaire ci-dessous, appliqué au prorata du temps passé:
  - **120,00 €/heure hors taxes, soit 144 €/heure toutes taxes comprises aux heures ouvrables et non ouvrables (à partir de 20h) concernant l'Assemblée générale annuelle.**
- soit en application du tarif convenu par les parties pour chaque prestation particulière.

La rémunération due au titre des prestations particulières s'entend hors frais d'envoi. L'envoi des documents afférents aux prestations particulières donne lieu à remboursement au syndic des frais d'affranchissement ou d'acheminement engagés.

### 7.2.2. PRESTATIONS RELATIVES AUX REUNIONS ET VISITES SUPPLEMENTAIRES (AU-DELA DU CONTENU DU FORFAIT STIPULE AUX 7.1.1 ET 7.1.3)

DÉTAIL DE LA PRESTATION	MODALITÉS DE TARIFICATION convenues
La préparation, la convocation et la tenue d'une assemblée générale supplémentaire de <b>2 heures</b> , à l'intérieur d'une plage horaire allant de 9h à 12h30 & de 14h à 18h	<i>120 € HT soit 144 €/heure TTC en heures ouvrables Le cas échéant, une majoration spécifique et unique pour dépassement d'horaires convenus : <b>50 %</b></i>
L'organisation d'une réunion supplémentaire avec le conseil syndical d'une durée de <b>2 heures</b> , par rapport à celle (s) incluse (s) dans le forfait au titre du 7.1.3	<b>120 € HT soit 144 € T.TC en heure ouvrable</b>
La réalisation d'une visite supplémentaire de la copropriété <del>avec rédaction d'un rapport/ sans rédaction d'un rapport</del> et en présence du président du conseil syndical/ <del>hors la présence du président du conseil syndical</del> (rayer les mentions inutiles), par rapport à celle (s) incluse (s) dans le forfait au titre du 7.1.1	<b>120 € HT soit 144 € T.TC en heure ouvrable</b>

## 7.2.3. PRESTATIONS RELATIVES AU REGLEMENT DE COPROPRIETE ET A L'ÉTAT DESCRIPTIF DE DIVISION

DÉTAIL DE LA PRESTATION	MODALITÉS DE TARIFICATION convenues
L'établissement ou la modification du Règlement de Copropriété à la suite d'une décision du syndicat prise en application de l'article 26 de la loi du 10 juillet 1965 (sauf l'assemblée générale décide, par un vote spécifique, de confier ces prestations au syndic)	<b>Modificatif : Forfait – 230 HT soit 276 € T.T.C</b> <i>(les parties peuvent convenir que le montant soit fixé lors de la décision de l'Assemblée Générale).</i>
La publication de l'état descriptif de division et du règlement de copropriété ou des modifications apportées à ces actes	<b>Publication : Forfait – 230 € HT soit 276 € T.T.C</b>

## 7.2.4. PRESTATIONS DE GESTION ADMINISTRATIVE ET MATERIELLE RELATIVES AUX SINISTRES

DÉTAIL DE LA PRESTATION	MODALITÉS DE TARIFICATION convenues
Les déplacements sur les lieux	<b>120 € HT soit 144 € T.T.C/heure</b>
La prise de mesures conservatoires	<b>Forfait : 120 € HT soit 144 € T.T.C</b>
L'assistance aux mesures d'expertise	<b>120 € HT soit 144 € T.T.C de l'heure</b>
Le suivi du dossier auprès de l'assureur	<b>120 € HT soit 144 € T.T.C de l'heure</b>

Les prestations effectuées en dehors des jours et heures ouvrables et rendues nécessaires par l'urgence seront facturées ~~sans majoration~~ ; au **coût horaire majoré de 50 %**.

Toute somme versée par l'assureur au syndic au titre de la couverture des diligences effectuées par ce dernier dans le cadre du règlement d'un sinistre vient en déduction de la rémunération due en application du présent article.

## 7.2.5. PRESTATIONS RELATIVES AUX TRAVAUX ET ETUDES TECHNIQUES

Les travaux dont la liste est fixée à l'article 44 du décret du 17 mars 1967 peuvent faire l'objet d'honoraires spécifiques.

Ces honoraires concernent :

- les travaux de conservation ou d'entretien de l'immeuble, autres que ceux de maintenance ou d'entretien courant ;
- les travaux portant sur les éléments d'équipement communs, autres que ceux de maintenance ;
- les travaux d'amélioration, tels que la transformation d'un ou de plusieurs éléments d'équipement existants, l'adjonction d'éléments nouveaux, l'aménagement de locaux



affectés à l'usage commun ou la création de tels locaux, l'affouillement du sol et la surélévation de bâtiments ;  
– les études techniques, telles que les diagnostics et consultations ;  
– d'une manière générale, les travaux qui ne concourent pas à la maintenance et à l'administration des parties communes ou à la maintenance et au fonctionnement des équipements communs de l'immeuble.

Les honoraires complémentaires éventuels sont votés lors de la même assemblée générale que les travaux concernés et aux mêmes règles de majorité (article 18-1 A de la loi du 10 juillet 1965).

Une telle rémunération fixée dans le projet de résolution soumis au vote de l'assemblée générale doit être exprimée hors taxes et toutes taxes comprises, en application du pourcentage du montant hors taxe des travaux, à un taux dégressif selon l'importance des travaux préalablement à leur exécution.

Le choix du prestataire par l'assemblée générale est précédé d'une mise en concurrence dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 21 de la loi du 10 juillet 1965 et à l'article 19-2 du décret du 17 mars 1967.

Les diligences entreprises par le syndic dans le cadre de la réalisation du diagnostic de performance énergétique collectif et de l'audit énergétique peuvent donner lieu à rémunération dans les conditions prévues au présent article.

## 7.2.6. PRESTATIONS RELATIVES AUX LITIGES ET CONTENTIEUX (HORS FRAIS DE RECOUVREMENT VISES AU POINT 9.1)

DÉTAIL DE LA PRESTATION	MODALITÉS DE TARIFICATION convenues
La mise en demeure d'un tiers par lettre recommandée avec accusé de réception	<b>Forfait : 50 € HT soit 60 € T.T.C</b>
La constitution du dossier transmis à l'avocat, à l'huissier de justice ou à l'assureur protection juridique (à l'exclusion des formalités visées au 7.2.4)	<b>Huissier : Forfait – 160 € HT soit 192 € T.T.C</b> <b>Avocat : Forfait – 350 € HT soit 420€ T.T.C</b>
Le suivi du dossier transmis à l'avocat	<b>120 € HT soit 144 € T.T.C de l'heure</b>

## 7.2.7. AUTRES PRESTATIONS

DÉTAIL DE LA PRESTATION	MODALITÉS DE TARIFICATION convenues
Les diligences spécifiquement liées à la préparation des décisions d'acquisition ou de disposition des parties communes	<i>(Nota-Les parties peuvent convenir que le montant des honoraires sera fixé lors de la décision de l'assemblée générale confiant au syndic les prestations concernées)</i> 144 €/heure TTC
La reprise de la comptabilité sur exercice (s) antérieur (s) non approuvés ou non répartis (changement de syndic)	<b>120 € HT soit 144 € T.T.C de l'heure</b>

La représentation du syndicat aux assemblées d'une structure extérieure (syndicat secondaire, union de syndicats, association syndicale libre) créée en cours de mandat ainsi qu'aux assemblées supplémentaires de ces mêmes structures si elles existaient antérieurement à la signature du présent contrat	<b>120€ HT soit 144 € TTC en heures ouvrables</b>
La constitution et le suivi du dossier d'emprunt souscrit au nom du syndicat en application de l'article 26-4 alinéa 1 et 2 de la loi du 10 juillet 1965	<b>120 € HT soit 144 € T.T.C de l'heure</b>
La constitution et le suivi d'un dossier de subvention accordé au syndicat	<b>120 € HT soit 144 € T.T.C de l'heure</b>
L'immatriculation initiale du syndicat	<b>Forfait : 458,33 € HT soit 550€ T.T.C</b>

## 8- DEFRAIEMENT ET REMUNERATION DU SYNDIC NON PROFESSIONNEL

Dans le respect du caractère non professionnel de leur mandat, le syndic bénévole et le syndic désigné en application de l'article 17-1 de la loi du 10 juillet 1965 peuvent percevoir le remboursement des frais nécessaires engagés outre une rémunération au titre du temps de travail consacré à la copropriété.

Les parties s'accordent à fixer la rémunération comme suit :

- forfait annuel ..... €
- coût horaire ..... €/h
- autres modalités (préciser):.....

## 9- FRAIS ET HONORAIRES IMPUTABLES AUX SEULS COPROPRIETAIRES

Le coût des prestations suivantes est imputable au seul copropriétaire concerné.

PRESTATIONS	DÉTAILS	TARIFICATION PRATIQUÉE
9.1. Frais de recouvrement (art. 10-1 a de la loi du 10 juillet 1965)	Mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception	<b>Forfait : 50 € HT - 60€ T.T.C</b>
	Relance après mise en demeure	<b>Forfait : 30 € HT-36 € T.T.C</b>
	Conclusion d'un protocole d'accord par acte sous seing privé	<b>120 € HT- 144 € T.T.C de l'heure</b>
	Frais de constitution d'hypothèque	<b>120 € HT- 144 € T.T.C de l'heure</b>
	Frais de mainlevée d'hypothèque	<b>120 € HT- 144 € T.T.C de l'heure</b>
	Dépôt d'une requête en injonction de payer	<b>Forfait : 150 € HT - 180€ T.T.C</b>
	Suivi du dossier transmis à l'avocat (uniquement en cas de diligences exceptionnelles).	<b>120 € HT - 144 € T.T.C de l'heure</b>
9.2. Frais et honoraires	Etablissement de l'état daté : (Nota :Le	

liés aux mutations	montant maximum applicable aux honoraires et frais perçus par le syndic pour l'établissement de l'état daté, fixé en application du décret prévu à l'article 10-1 b de la loi du 10 juillet 1965 s'élève à la somme de 380 € ).	<b>Forfait : 316,67 € HT soit 380€ TTC</b>
	Opposition sur mutation (article 20 I de la loi du 10 juillet 1965)	<b>Forfait : 200 € HT soit 240 € TTC</b>
9.3 Frais de délivrance des documents sur support papier (art. 33 du décret du 17 mars 1967 et R. 126-17 du code de la construction et de l'habitation)	<p>Délivrance d'une copie du carnet d'entretien</p> <p>Délivrance d'une copie des diagnostics techniques</p> <p>Délivrance des informations nécessaires à la réalisation d'un diagnostic de performance énergétique individuel mentionnées à l'article R. 126-17 du code de la construction et de l'habitation</p> <p>Délivrance au copropriétaire d'une copie certifiée conforme ou d'un extrait de procès-verbal d'assemblée générale ainsi que des copies et annexes (hors notification effectuée en application de l'article 18 du décret du 17 mars 1967).</p>	<b>GRATUIT</b>
9.4 Préparation, convocation et tenue d'une assemblée générale à la demande d'un ou plusieurs copropriétaires, pour des questions concernant leurs droits ou obligations (art. 17-1 AA de la loi du 10 juillet 1965)	Etablissement de l'ordre du jour ; élaboration et envoi de la convocation avec l'ordre du jour, des documents à joindre à la convocation et des projets de résolutions ; présence du syndic ou de son représentant à l'assemblée générale ; établissement de la feuille de présence ; émargement, vérification des voix et des pouvoirs ; rédaction et tenue de registre des procès-verbaux ; envoi et notification du procès-verbal comportant les décisions prises en assemblée générale des copropriétaires (opposant ou défaillant) et, le cas échéant, information des occupants de chaque immeuble de la copropriété des décisions prises par l'assemblée générale par affichage d'un procès-verbal abrégé dans les parties communes (article 44 de la loi n° 86 -1290 du 23 décembre 1986).	<p><b>120 € HT soit 144 € TTC par heure pour la préparation, convocation et l'envoi de l'assemblée générale en heures ouvrables</b></p> <p><b>120 € HT soit 144 € TTC/Heure pour la tenue de l'assemblée générale</b></p> <p><b>Majoration de 50 % au-delà de 18h.</b></p>

## 10- COPROPRIETE EN DIFFICULTE

En application de l'article 29-1 de la loi l'article loi du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, la désignation d'un administrateur provisoire entraîne la cessation de plein droit sans indemnité du présent contrat.

## 11- REDDITION DE COMPTE

La reddition de compte interviendra chaque année à la date ou selon la périodicité suivante dans les 6 mois à compter du : .....

## 12- COMPETENCE

Tous les litiges nés de l'exécution du présent contrat sont de la compétence de la juridiction du lieu de situation de l'immeuble.

Les parties élisent domicile aux fins des présentes, aux adresses ci-dessous :

<b>Pour le Syndic</b> Morvan & Edgar Quinet 22 rue Edgar Quinet 92400 COURBEVOIE	<b>Pour le Syndicat des Copropriétaires</b>
---	---

Fait en deux exemplaires et signé ce jour, .....

A .....

<b>Le Syndicat des Copropriétaires</b> Représenté par le Président de Séance, M (Mme) .....	<b>Le Syndic</b> Morvan & Edgar Quinet représenté par M. .....
---	--

(1) Dans la limite de trois ans maximum (article 28 du décret du 17 mars 1967).

(2) Le contrat de syndic confié à l'organisme d'habitation à loyer modéré en application de l'article L. 443-15 du code de la construction et de l'habitation prend fin dans les conditions prévues par cet article. Le mandat de syndic confié par un syndicat coopératif prend fin dans les conditions prévues à l'article 41 du décret du 17 mars 1967.

(3) Le cas échéant, la majorité prévue à l'article 25-1 de cette loi est applicable.

(4) Conformément à l'article 54-IV de la loi no 2014-366 du 24 mars 2014, la fiche synthétique doit être établie à compter du:

- 31 décembre 2016, pour les syndicats de copropriétaires comportant plus de 210 lots ;
- 31 décembre 2017, pour les syndicats de copropriétaires comportant plus de 50 lots ;
- 31 décembre 2018, pour les autres syndicats de copropriétaires.

(5) En application de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965, cette possibilité de dispense est applicable uniquement au syndic professionnel.

### ANNEXE AU CONTRAT DE SYNDIC LISTE NON LIMITATIVE DES PRESTATIONS INCLUSES DANS LE FORFAIT

	PRESTATIONS	DÉTAILS
I Assemblée générale	Préparation de l'assemblée générale.	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Etablissement de l'ordre du jour</li> <li>b) Mise à disposition de tous les copropriétaires des différentes pièces comptables et justificatives dans les conditions prévues à l'article 18-1 de la loi du 10 juillet 1965.</li> </ul>
	Convocation à l'assemblée générale	Elaboration et envoi de la convocation avec l'ordre du jour, des documents à joindre à la convocation et des projets de résolutions.
	Tenue de l'assemblée générale.	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Présence du syndic ou de son représentant à l'assemblée générale suivant les stipulations prévues par le contrat au titre du forfait</li> <li>b) Etablissement de la feuille de présence, émargement, vérification des voix et des pouvoirs;</li> <li>c) Rédaction et tenue du registre des procès-verbaux.</li> </ul>
	Information relative aux décisions prises en assemblée générale.	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Envoi et notification du procès-verbal comportant les décisions prises en assemblée générale aux copropriétaires (opposant ou défaillant)</li> <li>b) Information des occupants de chaque immeuble de la copropriété des décisions prises par l'assemblée générale par affichage d'un procès-verbal dans les parties communes.</li> </ul>
II Conseil syndical	Mise à disposition et communication au conseil syndical de toutes pièces ou documents se rapportant à la gestion du syndicat ou des lots gérés (notamment par accès en ligne sécurisé)	
	Recueil des avis écrits du conseil syndical lorsque sa consultation est obligatoire.	

<p>III Gestion des opérations financières et comptabilité générale de la copropriété</p>	<p>Comptabilité du syndicat.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Etablissement des comptes de gestion et des annexes du syndicat des copropriétaires, conformément à l'article 14-3 de la loi du 10 juillet 1965</li> <li>b) Etablissement du budget prévisionnel, en collaboration avec le conseil syndical, conformément à l'article 14-1 de la même loi et au décret n° 2105-240 du 14 mars 2005</li> <li>c) Présentation des comptes en conformité avec la réglementation en vigueur.</li> </ul>
	<p>Comptes bancaires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Ouverture d'un compte bancaire séparé</li> <li>b) Ouverture d'un compte bancaire séparé destiné à recevoir les cotisations prévues à l'article 14-2 de la loi du 10 juillet 1965.</li> </ul>
	<p>Comptabilité séparée de chaque copropriétaire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Tenue des comptes de chaque copropriétaire</li> <li>b) Appel des provisions sur budget prévisionnel ;</li> <li>c) Imputations des consommations individuelles de fluide ou d'énergie</li> <li>d) Reconstitution des consommations, forfaits et régularisations sur compteurs en l'absence de relevé</li> <li>e) Appels sur régularisations de charge</li> <li>f) Appels des cotisations du fonds de travaux.</li> </ul>
	<p>Autres.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Vérification et paiement des factures des fournisseurs et prestataires</li> <li>b) Recouvrement des créances auprès des tiers : relance par lettre simple avant mise en demeure</li> <li>c) Calcul des intérêts légaux au profit du syndicat</li> <li>d) Attestation de TVA aux fournisseurs et prestataires.</li> </ul>
	<p>Remise au syndic successeur.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Remise de l'état financier, des références des comptes bancaires du syndicat, des coordonnées de la banque, de l'état des comptes des copropriétaires et des comptes du syndicat.</li> </ul>

<p>IV Administration et gestion de la copropriété en conformité avec le règlement de copropriété</p>	<p>Immatriculation du syndicat.</p>	<p>Mise à jour du registre d'immatriculation.</p>
	<p>Documents obligatoires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Elaboration et mise à jour de la fiche synthétique de copropriété</li> <li>b) Gestion de tous les audits, diagnostics et dossiers obligatoires (à l'exclusion du diagnostic de performance énergétique collectif et de l'audit énergétique, qui peuvent faire l'objet d'honoraires spécifiques dans les conditions précisées au 7.2.5 du présent contrat)</li> <li>c) Etablissement et mise à jour du carnet d'entretien conformément au décret n° 2001-477 du 30 mai 2001</li> <li>d) Etablissement et mise à jour de la liste des copropriétaires</li> <li>e) Notification de l'exercice du droit de délaissement prévue au III de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965.</li> </ul>
	<p>Archives du syndicat et accès en ligne sécurisé aux documents dématérialisés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Détention et conservation des archives, notamment les plans, le règlement de copropriété, l'état de répartition des charges, l'état de division, les procès-verbaux des assemblées générales, les diagnostics techniques, les contrats de travaux des préposés du syndicat, les contrats d'assurance de l'immeuble et documents nécessaires pour leur mise en œuvre, les documents et décisions de justice relatifs à l'immeuble dont les délais de contestation ne sont pas révolus, les contrats d'entretien et de maintenance des équipements communs ainsi que toute pièce administrative (l'assemblée générale, statuant à la majorité de tous les copropriétaires, peut décider de confier les archives du syndicat des copropriétaires à une entreprise spécialisée aux frais du syndicat en application du I de l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965)</li> <li>b) Transmission des archives au syndic successeur</li> <li>c) Elaboration et transmission au conseil syndical du bordereau récapitulatif des archives transmises au syndic successeur</li> <li>d) Mise à disposition d'un accès en ligne sécurisé aux documents dématérialisés relatifs à la gestion de l'immeuble ou des lots gérés (sauf décision contraire de l'assemblée générale des copropriétaires statuant dans les conditions prévues à l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965).</li> </ul>

<p>IV Administration et gestion de la copropriété en conformité avec le règlement de copropriété</p>	<p>Entretien courant et maintenance.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>a) Visites de la copropriété et vérifications, selon les stipulations prévues au contrat</li> <li>b) Gestion des travaux d'entretien courant et de maintenance visés à l'article 45 du décret du 17 mars 1967</li> <li>c) Vérifications périodiques imposées par les réglementations en vigueur sur les éléments d'équipement communs</li> <li>d) Négociation, passation, suivi des marchés des prestataires et gestion des contrats à l'échéance dans le cadre du budget prévisionnel</li> <li>e) Etablissement et présentation à l'assemblée générale, au moins tous les trois ans, de la liste des travaux d'entretien et de conservation des parties communes et des éléments d'équipement commun nécessaires dans les trois années à échoir, en vue de la constitution de provisions spéciales</li> <li>f) En vue de la consultation au cours d'une assemblée générale incluse dans le forfait, appel d'offres, étude des devis et mise en concurrence résultant de la demande d'une pluralité de devis ou de l'établissement d'un devis descriptif soumis à l'évaluation de plusieurs entreprises lorsque celle-ci est obligatoire dans le cadre des travaux de maintenance définis à l'article 45 du décret du 17 mars 1967.</li> </ul>
<p>V Assurances</p>	<p>Souscription des polices d'assurance au nom du syndicat soumise au vote de l'assemblée générale.</p> <hr/> <p>Déclaration des sinistres concernant les parties communes ou les parties privatives lorsque le dommage a sa source dans les parties communes.</p> <hr/> <p>Règlement des indemnités aux bénéficiaires.</p>	



VI Gestion du personnel	Recherche et entretien préalable.
	Etablissement du contrat de travail et de ses avenants éventuels.
	Gestion des procédures de rupture du contrat de travail.
	Paiement du salaire, tenue du livre des salaires, édition des bulletins de paies.
	Déclarations et paiement aux organismes fiscaux et sociaux.
	VI-24° Attestations et déclarations obligatoires.
	VI-25° Gestion des remplacements pendant les congés, arrêts maladie et maternité.
	VI-26° Mise en place et mise à jour du document unique d'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.
	VI-27° Gestion de la formation du personnel du syndicat. VI-28° contrôle d'activité du personnel du syndicat.

NOTA :

Se reporter aux conditions d'application prévues aux II, III et IV de l'article 53 du décret n° 2020-834 du 2 juillet 2020.

**Annexe 2**

LISTE LIMITATIVE DES PRESTATIONS PARTICULIERES POUVANT DONNER LIEU AU VERSEMENT  
D'UNE REMUNERATION SPECIFIQUE COMPLEMENTAIRE

PRESTATIONS	DETAILS
I- Prestations relatives aux réunions et visites supplémentaires	1° Préparation, convocation et tenue d'assemblées générales supplémentaires et dépassement des plages horaires de référence convenues ; 2° Organisation de réunions supplémentaires avec le conseil syndical ; 3° Réalisation de visites supplémentaires de la copropriété.
II- Prestations relatives au règlement de copropriété et à l'état descriptif de division :	4° Etablissement ou modification du règlement de copropriété à la suite d'une décision du syndicat ; 5° Publication de l'état descriptif de division et du règlement de copropriété ou des modifications apportées à ces actes.
III- Prestations de gestion administrative et matérielle relatives aux sinistres	6° Déplacements sur les lieux ; 7° Prise de mesures conservatoires ; 8° Assistance aux mesures d'expertise ; 9° Suivi du dossier auprès de l'assureur.
IV- Prestations relatives aux travaux et études techniques dont la liste est fixée à l'article 44 du décret du 17 mars 1967 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1965.	
V- Prestations relatives et contentieux (hors recouvrement de créances auprès des copropriétaires)	10° Mise en demeure par lettre recommandée accusée de réception 11° Constitution du dossier transmis à l'avocat, à l'huissier, à l'assureur protection juridique ; 12° Suivi du dossier transmis à l'avocat

VI- Autres prestations	<p>13° Diligences spécifiquement liées à la préparation des décisions d'acquisitions ou de dispositions de parties communes (hors prestations visées au II) ;</p> <p>14° Reprise de la comptabilité sur exercice(s) antérieur(s) non approuvés ou non réparti(s), en cas de changement de syndic ;</p> <p>15° Représentation du syndicat aux assemblées d'une structure extérieure (syndicat secondaire, union de syndicats, association syndicale libre) crée en cours de mandat ainsi qu'aux assemblée supplémentaires de ces mêmes structures si elles existaient antérieurement à la signature du contrat de syndic ;</p> <p>16° Constitution et suivi du dossier d'emprunt souscrit au nom du syndicat en application des alinéas 1 et 2 de l'article 26-4 de la loi du 10 juillet 1965 ;</p> <p>17° Constitution et suivi d'un dossier de subvention au profit du syndicat ;</p> <p>18° Immatriculation initiale du syndicat ;</p> <p>19° Opérations de liquidation en cas de disparition de plein droit de la copropriété et de dissolution du syndicat des copropriétaires par réunion de tous les lots entre les mains d'un même copropriétaire , en application du dernier alinéa de l'article 46-1 de la loi du 10 juillet 1965.</p>
------------------------	---